

océan à l'autre remettent en question la politique financière du gouvernement et s'inquiètent de la situation économique actuelle. Les perspectives ne sont pas trop encourageantes.

• (1700)

La dette publique a doublé en six ans de gouvernement conservateur, passant de 170 milliards à 351 milliards de dollars. En dépit d'augmentations massives des impôts et d'une réduction sentie des dépenses, le déficit n'a pas cessé d'augmenter: de 28 milliards de dollars en 1987-1988, il a atteint les 30,5 milliards de dollars en 1989-1990. Les conservateurs ont imposé 32 augmentations de taxes aux contribuables pour accroître leurs recettes, soit en haussant la taxe de vente, soit en augmentant les tarifs exigés pour les services gouvernementaux.

En six ans de pouvoir, les conservateurs ont accru de 70 p. 100 les recettes fédérales en les portant de 70 milliards de dollars en 1984-1985 à environ 120 milliards de dollars en 1990-1991. Qu'a fait le gouvernement de toutes ces nouvelles recettes et tout de l'argent économisé par la compression des dépenses? Il a certainement laissé passer l'occasion de diminuer sensiblement le déficit au cours des six dernières années où nous avons été témoins d'une croissance économique dans le monde entier.

Le ministre des Finances a fait ses propres prévisions quinquennales. Que prévoit-il pour l'avenir? Il prévoit ramener le déficit à 10 milliards de dollars en 1995. En outre, ses calculs montrent que la dette publique nette aura alors atteint 452 milliards de dollars. Cela constitue une augmentation de 100 milliards de dollars par rapport au montant actuel. D'après ses chiffres, dans quatre ans, les Canadiens paieront 41 milliards de dollars d'intérêts annuels pour la dette nationale, exactement le montant que cela va nous coûter cette année. Naturellement, ce raisonnement est fondé sur l'hypothèse que les calculs du ministre des Finances sont exacts. Cela peut être extrêmement douteux si l'on considère ses prévisions sérieusement erronées du passé.

Par exemple, il avait prévu que les taux d'intérêt à court terme seraient en moyenne de 10,1 p. 100. En fait, ils ont atteint en moyenne 12,2 p. 100, ce qui a obligé le gouvernement à payer 6 milliards de dollars d'intérêts de plus qu'il n'avait prévu. L'hypothèse selon laquelle le dollar canadien serait stable et les taux d'intérêt baisseraient miraculeusement s'est révélée fautive également. Les prévisions actuelles du ministre des Finances dépendent de taux d'intérêt à court terme de 9,5 p. 100. Les économistes du secteur privé s'attendent à ce que ceux-ci atteignent au moins 10,8 p. 100. Cette différence ajoute-

### *Le budget*

rait au moins 2 milliards de dollars au déficit prévu par le ministre.

À une échelle plus régionale, le nord de l'Ontario, et en particulier la circonscription de Cochrane—Supérieur, a subi successivement depuis un an plusieurs crises financières et économiques. Les habitants du Nord ont dû faire face à de nombreux problèmes. La surtaxe à l'exportation de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre a entraîné la fermeture de sept scieries dans des petites villes industrielles, causant un fort taux de chômage. La réduction du transport aérien vers les villes du Nord va compromettre la qualité et le nombre des services dans les régions touristiques et va pénaliser les voyageurs handicapés et les personnes qui ont besoin de soins médicaux dans le Sud.

Par suite de l'application de la TPS aux services de transport, le prix de tous les produits va augmenter. L'abolition du service de VIA Rail dans de nombreuses localités septentrionales va sûrement nuire au tourisme. Les gens âgés et les invalides qui avaient l'habitude de voyager en train parce qu'ils trouvaient abordable ce mode de transport ne pourront plus le faire.

La hausse des tarifs postaux pour les commerçants qui utilisent le service aérien omnibus du Nord va gruger encore davantage le pouvoir d'achat des autochtones. Si le gouvernement met en oeuvre la recommandation du groupe de travail, 37 localités de ma circonscription vont perdre l'avantage fiscal accordé aux régions septentrionales et éloignées.

Le gouvernement a aboli récemment le PCEEMV qu'il avait inauguré en 1988 et qui devait fournir 160 millions de dollars d'encouragements à la prospection minière, gazière et pétrolière. Sa disparition aujourd'hui va porter un coup terrible au secteur minier.

Le récent budget a par ailleurs sabré dans FEDNOR, le programme régional que le gouvernement fédéral avait mis en oeuvre pour aider les petits entrepreneurs ruraux du nord de l'Ontario qui s'occupent d'abattage du bois, de fabrication, de tourisme, de location de motels, ou les entreprises qui offrent des services professionnels tel que l'architecture ou le traitement des données. Dorénavant, quand les entrepreneurs s'adresseront au gouvernement fédéral pour obtenir de l'aide pour une entreprise nouvelle ou existante, ils devront songer à la rembourser.

Les localités septentrionales n'ont pas accès aux mêmes services essentiels que les localités méridionales. Elles ne bénéficient pas des services médicaux, éducatifs, récréatifs, culturels et commerciaux auxquels les localités urbaines ont immédiatement accès, et voilà que le gou-